# L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

*"Il faut que l'UNION soit conservée."*

LUNDI MATIN, 28 AVRIL 1834.


*POUR GOUVERNEUR:*

## J. B. DAWSON.

*Memento pour les élections prochaines.*

1°. On se rappelle qu'Edward D. White a voté en faveur d'une loi (sur les sucres) qui a été portée pour notre malheur et pour la ruine de notre état si florissant.

2°. Nous l'avons envoyé au Congrès pour défendre nos droits, et pour représenter nos besoins, il a vendu les uns et foulé aux pieds les autres.

Nové parmi nous, John B. Dawson a grandi avec nous; ensemble nous avons vu notre pays passer de la servitude à l'indépendance. Il a toujours joui de l'estime de ses concitoyens. Comme galant homme, il a toujours été respecté, comme citoyen, il a toujours été aimé, et comme juge, il a toujours été honoré.

*SECOND DISTRICT SENATORIAL:*

## B. MARIGNY.

*Pour le Congrès:*—1er. district, CH. GAYARRE,
" 2d " JAMES BRADFORD,
" 3e " J. WALKER.

### INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 28 avril.

L'*Argus* se plaint de la grossièreté de nos insultes; à qui la faute? nos insultes n'ont-elles pas été provoquées par sa conduite? Nous croyons au contraire, avoir été très-modérés dans nos expressions, si nous les comparons à la somme d'infamies que l'*Argus* a amassées sur sa personne.

Tout en se plaignant, l'*Argus* a grand soin d'éviter le combat. Il a arboré un nouveau pavillon; mais son grand embarras est de savoir comment le défendre. Il faut pourtant de toute nécessité, qu'il dise quelque chose en faveur de son nouveau candidat. Il ne peut pas garder le silence, sans compromettre la nouvelle cause qu'il a embrassée; et d'un autre côté, il ne peut pas parler sans compromettre aussi cette cause. Certes, c'est une position difficile. Nous verrons comment il s'en tirera. En sa qualité de *cadédis*, il devra trouver une échappatoire, à laquelle personne ne peut s'attendre: mais encore faut-il qu'il parle.

L'*Argus* dit en terminant quelques lignes en réponse à un de nos articles: *assez sur cette matière qui doit dégoûter le public*. Jamais il n'a dit une plus grande vérité, car c'est de sa matière qu'il s'agit.

On lit dans un petit article de l'*Argus* du 25: *J'ai lu dans l'Abeille que M. White a vendu les intérêts de ses commettants; cette accusation est fausse.* Ce que nous avons dit de M. White, est un fait, et un fait ne peut pas se détruire par la dénégation d'un *Turc*.

Le correspondant du *Nouvelliste* de Thibodeauville s'étonne que nous ayons dit qu'on *lisait par fois de drôles de choses*; et, sur ce thème, il débite une harangue où il nous annonce que les principes du vieux Jackson ne sont pas goûtés dans les campagnes; s'emparant ensuite de quelques lambeaux de nos articles qu'il arrange à sa taille, il s'attache à déprécier M. Dawson et à faire un aigle de M. White. Ce n'est point par de semblables billevesées que l'on peut prétendre à éclairer une discussion; mieux faisant une macédoine de ce que l'on disséque d'un journal que l'on doit parvenir à donner gain de cause à un candidat. C'est par un raisonnement qui ait du rapport avec le raisonnement qui ait du rapport avec les intérêts véritables d'une population, que l'on arrive à lui faire laisser de côté tout ce qui tient à l'esprit de parti, et aux préjugés.

Nous l'avons dit plusieurs fois, et nous avons fait la partie belle à nos adversaires: l'estime profonde que nous avons pour le caractère de M. Dawson, le cas que méritent ses services publics et ses talens réels, ne seraient pas pour nous un motif suffisant de l'élever au premier poste de l'état; si ses principes ne nous semblaient les plus favorables à la prospérité de notre pays.

Il s'agit bien, ma foi, d'un *morceau d'éloquence qui a rendu des services éminens à l'état*. Il s'agit bien d'une admiration hébétée, pour une amplification de rhétorique, que n'a peut-être pas lue l'écrivain qui la prône comme une œuvre de génie! Où a-t-il trouvé du génie dans un tel discours; où a-t-il rencontré des vues profondes, un *bâton frappant*, dans tout ce fracas qui n'a abouti qu'à l'émission d'un vote contraire aux intérêts comme aux vœux des Louisianais? Bonté divine! faites nous grâce, Mr. M., de vos admirations et de vos extases! rentrez dans la question; monsieur, votre candidat eût-il parlé comme Cicéron, si sa pohque n'est pas celle qui convient aux masses, nous lui dirons; grand merci: faites vous imprimer tout vif; nous admirerons vos phrases, et votre beau langage; mais vous ne serez pas gouverneur. C'est pitié que de ne voir que l'individu dans le choix qu'on prétend amener; et de compter pour rien le bien du pays!

Un gouverneur d'état n'a besoin d'éloquence qu'une fois l'an; encore dieu, sait, s'il ne s'en passe parfort bien. Mais, il a besoin de voir juste, d'avoir l'amour du bien public, et de ne pas prendre pour tel, celui de quelques favoris, ou de quelques privilégiés! ce ne sont pas des homélies qu'il faut au peuple; ce sont d'utiles directions, et des vues bienfaisantes envers les masses. Nous savons de reste, qu'il est un parti qui rêve des exceptions en tout, même dans la justice; mais, au 19e siècle, ce parti doit sentir qu'il joue de son reste. Il n'est pas question, chez nous, de nullification, ce mot qui est le croquemitaine des ignorans et des gobe-mouches étant à peine compris; et nous croirions pouvoir défier Mr. M., d'en donner une définition tant soit peu rationnelle, et qui puisse le moins du monde, éclairer le public à cet égard. Suivant nous, les nullificateurs voulaient abolir le tarif; or, nous pensons qu'il est nécessaire de le conserver, sur les sucres surtout, si nous voulons voir prospérer notre fabrication. C'est précisément le contraire de ce qu'a fait M. White qui a voté pour une diminution dans les droits; donc, ce serait à lui seul que conviendrait cette épithète bannale. Elle va désormais s'appliquer comme celles de radical, de Jacobin, lorsqu'on n'aura pas de bonnes raisons à déduire; et que lon préfère les invectives au raisonnement.

Quant à nous, nous serons fort embarrassés d'en appliquer de ce genre à l'écrivain du nouvelliste; car, au milieu de sa verbosité, nous n'avons pu démêler encore quels intérêts, quelle politique il embrasse. Il semblerait s'être prononcé Whitiste quand même, et s'opposer à l'établissement de la banque des citoyens, sans s'occuper autrement ni des besoins de l'état, ni des moyens d'y satisfaire. L'économie politique, c'est White. L'administration de l'état, c'est White. La réforme dans les loix, c'est encore White.—Tel est le refrein de sa chanson d'aveugle! quel cas fait-il donc de la raison publique, du bon sens des citoyens? croit-il que parce qu'il est le seul prêcheur de *de son endroit*, les habitans des campagnes ne soient accessibles à aucun raisonnement, et qu'ils en soient au point de donner tête baissée dans les opinions du nouvelliste. Qu'il s'allie aux menteurs, rien de mieux. Mais qu'il compte assez sur la bonhomie des électeurs, pour croire qu'ils livreront collectivement leurs votes, sans réflexion, comme sans jugement; c'est se moquer d'eux et de nous. On y regarde maintenant à deux fois, pour voter, et l'on n'est plus au temps où le beau parleur d'une paroisse entraînait tous les suffrages, en proclamant *père du peuple* celui qu'il lui plaisait de faire élire. Chacun sait aujourd'hui l'importance de ses droits: chacun sait l'étendue de ses devoirs de citoyen; et chacun, surtout, s'inquiète de l'intérêt dans lequel on le sollicite.

Espérons donc que la dialectique puissante de Mr. W. ne *faussera pas* l'esprit public dont sont animés les habitans des campagnes; et qu'ils auront assez réfléchi sur leurs véritables besoins, pour ne pas sacrifier à la prétendue allustration d'un orateur de congrès, les destinées de leurs familles, et de leur pays!

### AU CONSEIL DE VILLE ET AUX MARGUILLIERS.

Nous pensions que, dans la séance de samedi, le conseil de ville se serait occupé de mesures propres à assainir la ville. L'objet en valait la peine. Ce n'était pas témérité de notre part, de penser que le conseil comprendrait la tâche que lui imposent ses devoirs. Nous devions croire que les circonstances auraient éveillé sa sollicitude, et cependant qu'est-il arrivé? ce qu'on voit depuis long-temps dans ce corps-aropion, appelé conseil de ville, que tout ce qui ne tend pas à améliorer les rues des Natchez, Tchoupitoulas et autres rues privilégiées du faubourg d'en haut, ne saurait les occuper. Des riens, des objets périssables, que fait le maître de la [illegible] séance. Un [illegible] M.

Nous lui conseillons de s'enquérir à l'avenir, si le bâton de Cicéron était rond ou carré, si la chaise de Cléopâtre était ou n'était pas percée.

Ces grandes questions littéraires intéresseraient autant le public que le sable jaune ou la brique rouge.

Aucun objet d'utilité générale n'a été traité. Quand tout le monde s'attendait à voir prendre, sans plus tarder, des mesures propres à assainir la ville.

Des avis avaient été annoncés de la part du conseil de ville lui-même et de la marguillerie, que des propositions seraient reçues jusqu'au 15 avril, pour l'achat d'un terrain propre à servir de cimetière. Plusieurs soumissions avaient été faites, mais, ni conseil ni marguilliers ne s'en sont occupés. Cependant les honorables membres du corps-gropion et de la marguillerie ne peuvent ignorer que le cimetière est encombré; et qu'il est impossible d'y donner un coup de pèle sans rencontrer un cadavre; que la saison dans laquelle nous allons entrer, est la saison des maladies épidémiques qui ne sont que le résultat des miasmes pestilentiels qui s'échappent des lieux infects dont nous sommes entourés.

Il ne s'agit pas de se faire nommer marguillier pour se donner quelques coudées de popularité, pour se frayer un chemin vers quelque dignaite plus éclatante; pour gérer l'administration des deniers de l'église, pour jeter à pleines mains l'obole de l'orphelin et de la veuve à un clergé qui prêche un dieu pauvre; enfin pour faire de la maison de dieu une maison de monopole.

Mais il s'agit de répondre aux besoins publics. De faire servir ses lumières si l'on en a à l'utilité publique, son zèle, son dévouement, son patriotisme, à l'utilité publique; l'argent des citoyens à l'utilité publique; car, nous le répétons: si la ville est malsaine, c'est parce que l'argent dont le conseil de ville a le maniement, reçoit une toute autre destination que celle l'on devrait lui donner.

Nous apprenons que les marguilliers sont décidés à acheter seuls le terrain destiné au cimetière, si le conseil de ville ne se détermine pas à prendre part à cette acquisition.

Le président a reconnu Jean François Cortes, en qualité de vice-consul des Etats-Unis mexicains, aux Natchitoches.

### TABLEAUX DE LEBLANC,

*Représentant la tentation d'Adam et d'Eve, et momies Egyptiennes.*

Après avoir visité les tableaux de Leblanc qui sont exposés rue de Chartres, maison Girod, en face de la bourse, nous ne pouvons que manifester la surprise que nous ont causée ces chefs-d'œuvre de l'art. Voici l'opinion de la *Tribune* (journal de Paris) à ce sujet.

Les superbes tableaux de Leblanc, représentant Adam et Eve, sont d'une beauté remarquable, et du plus grand intérêt; ils surpassent tout ce qu'on a vu de plus beau à Paris, dans ce genre. Ils sont de la plus grande perfection, et le plus beau chef-d'œuvre sorti du pinceau d'un des plus célèbres artistes du monde. Ces tableaux feront passer Leblanc à l'immortalité, et lui assurent le premier rang parmi nos peintres les plus distingués. Jamais on n'a produit rien de semblable, et bien des siècles pourront s'écouler encore, sans qu'on fasse rien qui puisse égaler cette merveille. Simplicité, modestie, chasteté, animation et délicatesse, tout y est réuni. La beauté du coloris est *ne plus ultrà* de l'art, c'est la nature prise sur le fait. Au premier coup d'œil, on éprouve un mouvement de surprise, et tous les connaisseurs ont déclaré que ces productions étaient inimitables.

On voit aussi dans le même endroit, quatre Momies Egyptiennes importées d'Alexandrie, qui ont été examinées par les plus célèbres médecins du nord, et de notre ville.—Nous les avons visitées et nous les jugeons dignes d'attirer la curiosité publique. On dit qu'elles ont été tirées des catacombes de Thèbes, dans le voisinage du Mont Liban. Ces catacombes sont considérées comme les plus beaux tombeaux du monde. Ces Momies ont environ trois mille ans. Elles donnent une idée exacte des substances employées par les anciens Egyptiens pour embaumer les corps et de leurs merveilleuses propriétés conservatrices. On a trouvé avec chacune des momies, des morceaux de papyrus revêtus d'inscriptions hiéroglyphiques et enveloppés dans une espèce de substance bitumineuse qui les a conservés si intacts qu'il est permis de les voir dans toute leur pureté primitive. De tout cela on peut inférer que ce sont les restes de quelques grands et puissants personnages de cette époque reculée.

### EXTERIEUR.

PARIS, 22 février.

DES CONFÉRENCES DE VIENNE PAR RAPPORT A LA FRANCE.

Nous n'avons jamais entretenu de doutes sur le but des conférences qui se tiennent actuellement à Vienne entre les ministres de tous les états de l'Allemagne. Ces conférences sont une suite du congrès de Munchengratz. A l'occasion de ce congrès, nous avons énoncé la conviction que les souverains alliés, accourus à ce rendez-vous, se proposaient d'exclure entièrement la France de toute intervention dans les affaires de l'Allemagne et de l'Italie. C'est donc pour mettre en œuvre cette grande pensée, au moins en ce qui concerne l'Allemagne, que se trouve convoquée à Vienne une réunion diplomatique.

Le moyen est simple et rentre dans toutes les vues politiques des cabinets de Vienne, de St. Pétersbourg et de Berlin. Il ne s'agit que de détruire ce qui peut rester de liberté en Allemagne, ainsi que d'indépendance dans les petits états. Cette entreprise, il suffit de l'achever; elle n'est point à commencer, car elle l'a été des long-temps.

Personne n'ignore qu'en 1813 le roi de Prusse et tous les autres princes qui accédèrent successivement à la coalition contre Napoléon, promirent au peuple allemand, comme une garantie pour sa liberté, des constitutions représentatives, et comme garantie de son indépendance et de son unité, une organisation fédérale. Grâce à ces promesses, le peuple prit part à la lutte avec un enthousiasme qui lui fit supporter des sacrifices immenses, et qui contribua puissamment au triomphe de la coalition. Mais à peine ce résultat fut-il obtenu, à peine le premier traité de Paris fut-il signé, que les princes allemands s'attachèrent à éluder leurs promesses. Rien n'était fait encore pour donner même une ombre de satisfaction à la nation allemande; quand la nouvelle parvint à Vienne que Napoléon, sorti de l'île d'Elbe, était remonté sur le trône de France. Une guerre générale fut aussitôt décrétée contre l'ennemi commun; et comme on pouvait avoir besoin de nouveau de la *landwehr*, le congrès de Vienne, avant de se séparer, ratifia solennellement les promesses faites en 1813.

Les succès qui accompagnèrent la seconde invasion en France, firent encore une fois regretter aux princes d'avoir promis ce qui leur coûtait tant à tenir. Ils se décidèrent pourtant à mettre en activité une constitution fédérale, chose peu embarassante au fond; on composa la diète germanique de ministres choisis et nommés par les princes, et cette réunion ne fut plus qu'un moyen d'oppression au lieu d'être une garantie de liberté et d'indépendance.

Quant aux constitutions représentatives des divers états, membres de la fédération, la chose présentait plus de difficulté. Depuis deux ans, la liberté de la presse s'était établie en Allemagne *de facto*, et il était imprudent de l'attaquer brusquement. Le peuple d'ailleurs qui, dans plusieurs provinces, avait des souvenirs d'antique liberté, comprenait bien mieux cette question et y attachait une plus grande importance qu'à celle de la constitution fédérale. Aussi, il fallut satisfaire ses vives exigences, et presque tous les états de second et troisième ordre vient s'établir des constitutions plus ou moins modelées sur la Charte française, plus ou moins mélangées de vieilles institutions germaniques. L'Autriche seule ne fit aucune espèce de concession à l'esprit du temps; quant à la Prusse, qui d'abord toléra la liberté de la presse, elle ne tarda pas à l'enchaîner et à l'étouffer de tout son pouvoir.

L'ardeur avec laquelle la nation allemande s'attacha aux chartres ou constitutions qu'elle avait reçues dans les états de Bavière, du Wurtemberg, de Hesse-Darmstadt et autres moins importans, fit honheur à son caractère. Les princes s'aperçurent qu'ils n'en seraient pas quittes pour de vaines formes, mais qu'on voulait le fond de la chose, c'est-à-dire la liberté. Presque partout une lutte s'engagea entre eux et le peuple, lutte dans laquelle ce dernier nonserva l'avantage par sa ténacité et son courage. La nation prussienne, qui se voyait privée de la constitution promise en 1813, pressait le roi de s'acquitter de sa parole; la jeunesse s'agitait, des associations secrètes se formaient évidemment l'Allemagne marchait vers une révolution politique et sociale. Alors eut lieu à Carlsbadt le congrès des souverains, qui fit rétablir la censure, dissoudre les assemblées récalcitrantes, diminuer les privilèges des universités, en un mot qui arrêta le mouvement national. Les princes de second et de troisième ordre sentirent le besoin de secours des grandes puissances pour conserver leur pouvoir et y sacrifièrent leur indépendance comme souverains, dont ils s'étaient montrés jaloux jusqu'alors. Ils reconnurent l'autorité de la diète, dominée nécessairement par l'Autriche et la Prusse, et cette diète devint alors un comité permanent de surveillance, chargé d'étouffer les germes de liberté partout où ils menaçaient de se développer.

La lutte, plus égale alors qu'apparavant pour les patriotes, n'en continua pas moins, avec plus ou moins de succès, jusqu'en 1830. Alors le contre coup des événemens de juillet retentit dans toute l'Allemagne. Les chambres électives relevèrent la tête, là où elles étaient instituées. Le royaume de Saxe, les duchés de Hesse-Cassel et de Brunswick, qui n'avaient pas de constitution, en obtinrent après des mouvemens populaires. Si la France alors avait eu un gouvernement national, elle serait, sans aucun doute, intervenue avec énergie dans les affaires de l'Allemagne, afin de protéger dans ce pays la réforme politique, comme jadis elle y protégea la réforme religieuse; alors elle aurait pu s'y créer des alliés et y reconquérir l'influence que les événemens de 1813 et le règne des Bourbons lui avaient fait perdre. [illegible] sont invités à y assister.

Nous lui conseillons de s'enquérir à l'avenir, si le bâton de Cicéron était rond ou carré, si la chaise de Cléopâtre était ou n'était pas percée.

Ces grandes questions littéraires intéresseraient autant le public que le sable jaune ou la brique rouge.

Aucun objet d'utilité générale n'a été traité. Quand tout le monde s'attendait à voir prendre, sans plus tarder, des mesures propres à assainir la ville.

Des avis avaient été annoncés de la part du conseil de ville lui-même et de la marguillerie, que des propositions seraient reçues jusqu'au 15 avril, pour l'achat d'un terrain propre à servir de cimetière. Plusieurs soumissions avaient été faites, mais, ni conseil ni marguilliers ne s'en sont occupés. Cependant les honorables membres du corps-gropion et de la marguillerie ne peuvent ignorer que le cimetière est encombré; et qu'il est impossible d'y donner un coup de pèle sans rencontrer un cadavre; que la saison dans laquelle nous allons entrer, est la saison des maladies épidémiques qui ne sont que le résultat des miasmes pestilentiels qui s'échappent des lieux infects dont nous sommes entourés.

Il ne s'agit pas de se faire nommer marguillier pour se donner quelques coudées de popularité, pour se frayer un chemin vers quelque dignaite plus éclatante; pour gérer l'administration des deniers de l'église, pour jeter à pleines mains l'obole de l'orphelin et de la veuve à un clergé qui prêche un dieu pauvre; enfin pour faire de la maison de dieu une maison de monopole.

Mais il s'agit de répondre aux besoins publics. De faire servir ses lumières si l'on en a à l'utilité publique, son zèle, son dévouement, son patriotisme, à l'utilité publique; l'argent des citoyens à l'utilité publique; car, nous le répétons: si la ville est malsaine, c'est parce que l'argent dont le conseil de ville a le maniement, reçoit une toute autre destination que celle l'on devrait lui donner.

Nous apprenons que les marguilliers sont décidés à acheter seuls le terrain destiné au cimetière, si le conseil de ville ne se détermine pas à prendre part à cette acquisition.

Le président a reconnu Jean François Cortes, en qualité de vice-consul des Etats-Unis mexicains, aux Natchitoches.

### TABLEAUX DE LEBLANC,

*Représentant la tentation d'Adam et d'Eve, et momies Egyptiennes.*

Après avoir visité les tableaux de Leblanc qui sont exposés rue de Chartres, maison Girod, en face de la bourse, nous ne pouvons que manifester la surprise que nous ont causée ces chefs-d'œuvre de l'art. Voici l'opinion de la *Tribune* (journal de Paris) à ce sujet.

Les superbes tableaux de Leblanc, représentant Adam et Eve, sont d'une beauté remarquable, et du plus grand intérêt; ils surpassent tout ce qu'on a vu de plus beau à Paris, dans ce genre. Ils sont de la plus grande perfection, et le plus beau chef-d'œuvre sorti du pinceau d'un des plus célèbres artistes du monde. Ces tableaux feront passer Leblanc à l'immortalité, et lui assurent le premier rang parmi nos peintres les plus distingués. Jamais on n'a produit rien de semblable, et bien des siècles pourront s'écouler encore, sans qu'on fasse rien qui puisse égaler cette merveille. Simplicité, modestie, chasteté, animation et délicatesse, tout y est réuni. La beauté du coloris est le *ne plus ultrà* de l'art, c'est la nature prise sur le fait. Au premier coup d'œil, on éprouve un mouvement de surprise, et tous les connaisseurs ont déclaré que ces productions étaient inimitables.

On voit aussi dans le même endroit, quatre Momies Egyptiennes importées d'Alexandrie, qui ont été examinées par les plus célèbres médecins du nord, et de notre ville.—Nous les avons visitées et nous les jugeons dignes d'attirer la curiosité publique. On dit qu'elles ont été tirées des catacombes de Thèbes, dans le voisinage du Mont Liban. Ces catacombes sont considérées comme les plus beaux tombeaux du monde. Ces Momies ont environ trois mille ans. Elles donnent une idée exacte des substances employées par les anciens Egyptiens pour embaumer les corps et de leurs merveilleuses propriétés conservatrices. On a trouvé avec chacune des momies, des morceaux de papyrus revêtus d'inscriptions hiéroglyphiques et enveloppés dans une espèce de substance bitumineuse qui les a conservés si intacts qu'il est permis de les voir dans toute leur pureté primitive. De tout cela on peut inférer que ce sont les restes de quelques grands et puissants personnages de cette époque reculée.

### EXTERIEUR.

PARIS, 22 février.

DES CONFÉRENCES DE VIENNE PAR RAPPORT A LA FRANCE.

Nous n'avons jamais entretenu de doutes sur le but des conférences qui se tiennent actuellement à Vienne entre les ministres de tous les états de l'Allemagne. Ces conférences sont une suite du congrès de Munchengratz. A l'occasion de ce congrès, nous avons énoncé la conviction que les souverains alliés, accourus à ce rendez-vous, se proposaient d'exclure entièrement la France de toute intervention dans les affaires de l'Allemagne et de l'Italie. C'est donc pour mettre en œuvre cette grande pensée, au moins en ce qui concerne l'Allemagne, que se trouve convoquée à Vienne une réunion diplomatique.

Le moyen est simple et rentre dans toutes les vues politiques des cabinets de Vienne, de St. Pétersbourg et de Berlin. Il ne s'agit que de détruire ce qui peut rester de liberté en Allemagne, ainsi que d'indépendance dans les petits états. Cette entreprise, il suffit de l'achever; elle n'est point à commencer, car elle l'a été des long-temps.

Personne n'ignore qu'en 1813 le roi de Prusse et tous les autres princes qui accédèrent successivement à la coalition contre Napoléon, promirent au peuple allemand, comme une garantie pour sa liberté, des constitutions représentatives, et comme garantie de son indépendance et de son unité, une organisation fédérale. Grâce à ces promesses, le peuple prit part à la lutte avec un enthousiasme qui lui fit supporter des sacrifices immenses, et qui contribua puissamment au triomphe de la coalition. Mais à peine ce résultat fut-il obtenu, à peine le premier traité de Paris fut-il signé, que les princes allemands s'attachèrent à éluder leurs promesses. Rien n'était fait encore pour donner même une ombre de satisfaction à la nation allemande; quand la nouvelle parvint à Vienne que Napoléon, sorti de l'île d'Elbe, était remonté sur le trône de France. Une guerre générale fut aussitôt décrétée contre l'ennemi commun; et comme on pouvait avoir besoin de nouveau de la *landwehr*, le congrès de Vienne, avant de se séparer, ratifia solennellement les promesses faites en 1813.

Les succès qui accompagnèrent la seconde invasion en France, firent encore une fois regretter aux princes d'avoir promis ce qui leur coûtait tant à tenir. Ils se décidèrent pourtant à mettre en activité une constitution fédérale, chose peu embarassante au fond; on composa la diète germanique de ministres choisis et nommés par les princes, et cette réunion ne fut plus qu'un moyen d'oppression au lieu d'être une garantie de liberté et d'indépendance.

Quant aux constitutions représentatives des divers états, membres de la fédération, la chose présentait plus de difficulté. Depuis deux ans, la liberté de la presse s'était établie en Allemagne *de facto*, et il était imprudent de l'attaquer brusquement. Le peuple d'ailleurs qui, dans plusieurs provinces, avait des souvenirs d'antique liberté, comprenait bien mieux cette question et y attachait une plus grande importance qu'à celle de la constitution fédérale. Aussi, il fallut satisfaire ses vives exigences, et presque tous les états de second et troisième ordre vient s'établir des constitutions plus ou moins modelées sur la Charte française, plus ou moins mélangées de vieilles institutions germaniques. L'Autriche seule ne fit aucune espèce de concession à l'esprit du temps; quant à la Prusse, qui d'abord toléra la liberté de la presse, elle ne tarda pas à l'enchaîner et à l'étouffer de tout son pouvoir.

L'ardeur avec laquelle la nation allemande s'attacha aux chartres ou constitutions qu'elle avait reçues dans les états de Bavière, du Wurtemberg, de Hesse-Darmstadt et autres moins importans, fit honheur à son caractère. Les princes s'aperçurent qu'ils n'en seraient pas quittes pour de vaines formes, mais qu'on voulait le fond de la chose, c'est-à-dire la liberté. Presque partout une lutte s'engagea entre eux et le peuple, lutte dans laquelle ce dernier nonserva l'avantage par sa ténacité et son courage. La nation prussienne, qui se voyait privée de la constitution promise en 1813, pressait le roi de s'acquitter de sa parole; la jeunesse s'agitait, des associations secrètes se formaient évidemment l'Allemagne marchait vers une révolution politique et sociale. Alors eut lieu à Carlsbadt le congrès des souverains, qui fit rétablir la censure, dissoudre les assemblées récalcitrantes, diminuer les privilèges des universités, en un mot qui arrêta le mouvement national. Les princes de second et de troisième ordre sentirent le besoin de secours des grandes puissances pour conserver leur pouvoir et y sacrifièrent leur indépendance comme souverains, dont ils s'étaient montrés jaloux jusqu'alors. Ils reconnurent l'autorité de la diète, dominée nécessairement par l'Autriche et la Prusse, et cette diète devint alors un comité permanent de surveillance, chargé d'étouffer les germes de liberté partout où ils menaçaient de se développer.

La lutte, plus égale alors qu'apparavant pour les patriotes, n'en continua pas moins, avec plus ou moins de succès, jusqu'en 1830. Alors le contre coup des événemens de juillet retentit dans toute l'Allemagne. Les chambres électives relevèrent la tête, là où elles étaient instituées. Le royaume de Saxe, les duchés de Hesse-Cassel et de Brunswick, qui n'avaient pas de constitution, en obtinrent après des mouvemens populaires. Si la France alors avait eu un gouvernement national, elle serait, sans aucun doute, intervenue avec énergie dans les affaires de l'Allemagne, afin de protéger dans ce pays la réforme politique, comme jadis elle y protégea la réforme religieuse; alors elle aurait pu s'y créer des alliés et y reconquérir l'influence que les événemens de 1813 et le règne des Bourbons lui avaient fait perdre. [illegible] sont invités à y assister.

[illegible] à la Turquie, à la Pologne, à l'Italie, au Danemark et à la Suède; elle sépare donc la France de plusieurs points où son action extérieure est de première importance. Le fait s'est prouvé lors du soulèvement de la Pologne. A ceux qui voulaient que la France portât secours à l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie russe, on n'a pas manqué d'objecter qu'il fallait dans ce cas attaquer toute l'Allemagne et faire marcher 800 mille hommes. Si demain l'Autriche, d'accord avec la Russie, voulait s'emparer des provinces danubiennes de la Turquie, la France ne pourrait faire diversion en attaquant l'Autriche sur l'Inn, sans attaquer en même temps tous les états de la confédération germanique. S'il prenait envie à la triple alliance de démembrer la Suède ou le Danemark, l'Allemagne serait encore un obstacle à toute intervention française. D'un autre côté, l'organisation actuelle de l'Allemagne porte, en cas de guerre, les armées ennemies sur nos frontières de l'Est et du Nord. Mayence, Luxembourg et Landau, forteresses appartenant à la confédération germanique, sont les places d'armes des Autrichiens et des Prussiens qui y tiennent garnison. Tout est au désavantage de la France dans cet état de choses. A aucune époque antérieure, son action politique ne s'est trouvée restreinte ou plutôt annulée de cette façon. Depuis la naissance d'un politique européenne, elle a eu les yeux fixés sur l'Allemagne, qui, moins heureuse qu'elle, était sortie de la féodalité, morcelée et menacée par l'ambition de la maison d'Autriche.

C'est donc à perpétuer l'état de choses amené par les désastres qui accompagnèrent la restauration des Bourbons que s'occupent les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin. L'exclusion absolue de l'influence française en Italie et en Allemagne est le grand intérêt qui a motivé le congrès de Munchen-Graetz. Là les souverains sont convenus des bases du système que le congrès des ministres réunis actuellement à Vienne travaille à mettre en œuvre pour l'Allemagne. Le moyen principal, comme nous l'avons dit, c'est la destruction de la liberté et de l'indépendance des petits états. Le mystère qui couvrait les conférences de Vienne se dissipe, et l'on connaît maintenant les modifications qui doivent être faites à la constitution germanique.

La première et la plus importante, c'est celle qui fera de chaque état, non plus un membre de la fédération, mais un sujet. Les ordres de la diète (et la diète c'est l'Autriche et la Prusse) deviendront obligatoires pour tous. Pour les faire exécuter, en cas de désobéissance, elle aura l'armée fédérale, c'est-à-dire les soldats autrichiens ou prussiens.

Une censure uniforme et générale, ainsi qu'une police centrale et souveraine, seront établies; les journaux surtout seront placés partout sous une discipline régulière et uniforme. Le traité d'extradition, en matière politique, récemment conclu entre les trois grandes puissances, fera partie du droit public allemand. Les universités, déjà privées de leurs antiques franchises, perdront le peu de liberté qui leur a été laissé; les étrangers n'y seront admis que sous bonne caution; les étudians exclus d'un de ces établissemens ne pourront être reçus par d'autres, ni fréquenter les écoles de France ou d'Angleterre. Les états qui ont admis des constitutions pourront les conserver, mais avec de grandes modifications; les chambres n'auront point le droit de refuser des subsides demandés dans l'intérêt général de la fédération; la presse, l'instruction publique, les douanes, échapperont également à leur influence; un mode de recrutement uniforme sera établi dans toute l'Allemagne.

Telles sont les mesures sur lesquelles le congrès de Vienne paraît d'accord, et qui ne tarderont pas à être promulguées. D'autres questions rencontrent quelques difficultés: de ce nombre se trouve un projet d'échange de territoires, destiné à fortifier et à étendre la frontière de la Prusse sur le Rhin et la Moselle.

Certes, à de pareilles mesures, la France, si elle était dignement représentée dans la politique extérieure, opposerait un *veto* absolu. L'indépendance et la souveraineté des états germaniques ont été reconnues par les traités de 1815, qu'on pourrait invoquer à juste titre. Tous les princes allemands ne renoncent pas de plein gré à l'état de souverain pour devenir sujets de l'Autriche et de la Prusse. Toute opposition de leur part est autre maintenant puisqu'ils se voient privés à mort, par les seules puissances qui pourraient venir à leur secours. L'Angleterre témoigne à toute action sur le continent. Quant à l'intérêt dynastique qui s'est emparé de la direction des affaires en France, il n'a guide de conduite ni la politique de Henri IV, de Richelieu, de la Convention et de Napoléon. Puisse la France ne pas payer un cur l'immense faute qu'on commet en livrant un système ennemi de paix qui est appelé à devenir son allié autant par la sympathie que par l'intérêt bien entendu de ses habitans.

(*National*).


[*Par autorité.*]

ACTE

Relatif aux Noirs.

SECT. 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale:* Que dans toutes les ventes publiques qui se feront faites à l'avenir, par les juges de la paroisse, les shérifs, les huissiers, ou autres officiers et pour les quels la loi requiert ou permet requérir des avis; réitérés sont donnés, il sera du devoir des dits juges, shérifs, ou autres officiers, de faire publier dans leurs procès verbaux, contrats ou acte de vente, le mode, le temps, et le lieu de publication des avis, et en une telle mention des avis requis par la loi, sera cous de foi comme tesant preuve du mode, du temps et du lieu de publication des dits avis dans toute question qui pourrait s'élever relativement aux ventes pour les quelles ces avis ont été donnés.

SECT. 2ème. *Il est de plus décrété &c.* Que lorsqu'une question s'élèvera sur une vente publique, précédemment faite par un juge de paroisse, un shérif, un encanteur ou autre officier public, pour laquelle vente il ont requérit que des avis publiques aient été donnés, le fait de la vente étant établi, les pièces "Prima facie" que les avis requis ont été régulièrement donnés.

SECT. 3e. *Il est de plus décrété &c.* Que si un juge de paroisse, un shérif, un encanteur ou autre officier public, dont le devoir est d'annoncer et de faire une vente publique, néglige de donner les avis requis par la loi, le juge, shérif, encanteur ou autre officier, sera personnellement responsable de tous dommages éprouvés par les personnes intéressées, qui seraient la conséquence d'un tel défaut d'annonces.

SECT. 4e. *Il est de plus décrété &c.* Que toute interruption de vente, ou quand une vente publique faite par un juge de paroisse, un shérif, un encanteur ou autre officier public, sera présent, après le laps de cinq ans à partir de l'époque où la vente aura été faite, quant à ceux dont les réclamations seraient relatives à de telles ventes, qui ne des personnes puissent être des mineurs, des femmes mariées ou des interdits.

(Signé) ALCEE LABRANCHE
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

*Approuvé, le 19 mars* 1831.

A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.


Décédé hier, à 10 heures du soir, à l'âge de 15 ans, François AGAISSE, fils de J. Agaisse, de cette ville. Les amis et connaissances de la famille sont invités à assister à ses funérailles, qui auront lieu aujourd'hui à 4 heures de l'après-midi. Son corps est exposé chez son père, rue de la Levée, entre Quartier et Esplanade.

## LISTE MARITIME.

### PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Courier, Walf, Rio Janeiro, White & co.
Navire Michigan, Dyer, Liverpool, L H Gale.
Navire Princess Victoria, Paul, Liverpool, Hagan, Niven & co.
Navire Louisa, Potter, Havre, Stetson & Asury.
Brick Dimon, Sherwood, Charleston, J A Barrelis.
Goël Eliza Williams, Burrows, New-York, capt.
Goël Santiago, Lentner, Mobile, capt.
Goël Crawford, Seymour, St-Thomas, capt.

ARRIVES.

Bateau de remorque Féliciana, ayant mis en mer le navire Pactolus—il a amené dans le port les navires Ann Mary Ann et Lucy Ann, le brick Felix et la felouche San Antonio. Le navire Arkansas et un autre navire, une barque et trois bricks étaient en dehors de la barre.

Bateau de remorque Huntress, avec les navires Walter Scott et Q. Adelaide, et le brick Mary.

Bateau de remorque Lion, Hubble, a mis en mer les bricks Phœnix et Alpine—A l'ancre à tête de la passe S O le brick Hamford et l'a remorqué en mer—il a amené de South Point le navire Cumberland, le brick Alcyon et la goël Asidalises—rapporte la barque David Canon et le navire Omulus en dehors de la barre—Sur la barre navire Arkansas.

Navire Cumberland, McHasty, de Liverpool.
Goël Asidalises, St-Martin, 10 jours de la Havane.
Navire Ann Mary Ann, Clark, de Liverpool.
Navire Lucy Ann, Pratt, de Boston.
Navire Walter Scott, du Havre, sur lest.
Navire Queen Adelaide, Borland, Liverpool.
Brick Fenix, Aldessa, de la Havane.
Brick Mary, Burrows, de la Havane.
Felouche San Gabriel, Page, de la Havane.
Bat. à vap. Rapide, Doughty, de Natchez.
——— Planet, Reed, de Bayou-Mason.
——— Lady Washington, Gordon, des Opelousas.
——— Adelph, Carrier, de Opelousas.
——— Arab, Myers, de Natchez.

## Cent piastres

DE